

Intervention de la FSU TEIOS au CDFN de la FSU

Conseil délibératif fédéral national de la Fédération Syndicale Unitaire

Novembre 2025

À France travail

Il manque 30.000 agents pour pouvoir commencer de travailler correctement avec les usagers, au ministère du travail 1500, dans l'insertion 3000.

Pour pallier ces manques nos dirigeants ne manquent pas d'imagination : à FT est créé un poste de conseiller AGIL dont le portefeuille atteindra EN MOYENNE 1500 personnes, au ministère les inspecteurs du travail peuvent avoir en charge jusqu'à 24 000 salariés à un instant T...

Et évidemment on nous retire encore des ETP, 515 à FT, 1000 dans les ML. Et bien sûr les organismes sociaux (CARSAT, CPAM, CAF ...) doivent subir les mêmes coupes budgétaires avec les mêmes conséquences.

Des amendements ont introduit la création des 500 ETP manquants pour l'inspection du travail et le retour des 515 de FT, mais sans mobilisation, ces mesures ne figureront pas dans le texte final.

À l'inspection du travail

L'Organisation Territoriale de l'État (OTE) génère des problèmes logistiques et nuit aux conditions d'exercice des missions. L'OTE ignore les conventions internationales 81 et 129 de l'OIT, rendant les agents dépendants des autorités préfectorales, faisant ainsi fi de leur indépendance.

Une inspectrice du travail a saisi le Conseil National de l'Inspection du Travail (CNIT) sur ces enjeux. Ses conclusions sont accablantes : perte de temps due aux problèmes logistiques, inefficacité des connexions internet et isolement limitent la capacité des inspecteurs à exercer leur mission. Leur santé est aussi affectée.

La DGT, autorité centrale de l'inspection, perd en autorité face aux services préfectoraux.

Ce que la FSU TEIOS a dénoncé lors du dernier CDFN en matière de violation de la convention 81 de l'OIT sur l'inspection du travail est corroboré par cet avis.

Concernant les organismes sociaux

Les faits sont accablants : les agents des organismes de sécurité sociale qui, je le rappelle ne sont pas des fonctionnaires mais relèvent de droit privé, font face à des conditions de travail qui se dégradent de jour en jour.

Charge qui explose et incertitude sur les missions ne cesse de croître.

La dernière réforme des retraites en est l'exemple frappant : application des règles nouvelles sans formation suffisante, parfois dans l'urgence - consignes qui changent du jour au lendemain - outils informatiques non à jour...

Les réorganisations se multiplient, sans concertation réelle. Les équipes sont éclatées, les repères perdus, l'isolement s'installe. On exige de chacun de tenir le rythme mais à quel prix ?

Derrière la « maîtrise des dépenses », ce sont des agents épisés, des métiers qui perdent en attractivité et des inégalités qui s'aggravent.

La protection sociale une variable d'ajustement ? Non, c'est le ciment de notre modèle de solidarité.

À l'Insertion

L'UNML a engagé le réseau des Missions Locales dans une démarche de labellisation.

C'est une normalisation du réseau qui jette dans la gueule du **Réseau Pour l'Emploi** (RPE), les 437 structures, suivant la proposition 99 du rapport Guilly : «...en créant une plateforme de marque commune pour le réseau France Travail ...»

Ce label élaboré sans les organisations syndicales et financé à hauteur de 12 millions d'euros par l'État est une marche forcée vers la fusion et La Loi dite de Plein Emploi impactera le fonctionnement des missions locales.

Les Missions Locales non labélisées d'ici fin 2027 n'auront plus droit aux financements de l'État et des collectivités. Alea jacta est.

À France travail

L'intersyndicale complète a été reçue au ministère du travail le 7 novembre. On nous y a annoncé que nous allions peu contribuer au redressement du budget puisque nous ne serions impactés qu'à hauteur de 1% alors même que nous sommes le plus gros opérateur. Circulez, il n'y a rien avoir.

De même, d'après le ministère le pic d'activité est passé et tout va bien. Nous leur avons rappelé qu'en plus d'inscrire les usagers il fallait assurer leur suivi ce dont nous n'avons pas les moyens et que la situation ne fait qu'empirer.

Les conditions de travail se dégradent à vitesse grand V, les agressions des usagers deviennent de plus en plus violentes. C'est la conséquence directe des réformes de l'indemnisation chômage qui éclate au grand jour.

Ce que chacun des agents et salariés de nos quatre secteurs réclament ce sont des conditions de travail qui permettent de rendre le service à l'usager et de pouvoir vivre de leur salaires et traitements.

Pour toutes ces raisons la FSU TEIOS appelle l'ensemble des agents et salariés à ne pas se résigner et à se mobiliser massivement le 2 décembre.



FSU TEIOS
<https://fsu-teios.fr>